

Séance ordinaire du lundi 14 juin 2021

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absents :

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Stéphanie JANNIN.

Modification des modalités de mise en œuvre de l'astreinte de Police Municipale - Etat-major - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération en date du 28 avril 2016, il a été mis à jour l'astreinte de l'Etat-major de la Police Municipale qui s'organise autour du responsable du service de la Police Municipale, de ses deux adjoints et du responsable du Centre Opérationnel de Commandement. Durant cette astreinte, les agents sont amenés à participer à la coordination des plans d'intervention sur le terrain, et à assurer la communication et le lien avec les autorités municipales.

Considérant que les fonctions de Responsable de service de Police Municipale, nécessitent la participation au service d'astreinte, sont ouvertes au cadre d'emplois des Directeurs de Police Municipale, il est proposé, après avis du Comité technique du 28 mai 2021, d'étendre l'astreinte au cadre d'emplois des Directeurs de Police Municipale.

Dans l'intérêt du service, cette fonction ne remplissant pas les conditions pour bénéficier d'un logement pour nécessité absolue de service, il est proposé que l'astreinte, pour cette seule fonction de responsable de service de la Police Municipale sur cadre d'emplois des Directeurs de la Police Municipale, soit accompagnée d'un logement par convention d'occupation précaire.

Le logement sera attribué moyennant une redevance égale à 50% de la valeur locative réelle des locaux occupés et les flux (eau, gaz, électricité et chauffage) seront à la charge de l'agent logé.

En conséquence, le tableau d'astreinte de la délibération du 28 avril 2016, est complété comme suit :

Direction	Service	Cadres d'emplois concernés	Types d'astreintes	Missions
DSTP	Police Municipale	Agents de PM Chef de service de PM Directeurs de PM sur fonction de Responsable de service de la Police Municipale	Semaine complète (du lundi au lundi)	Astreintes téléphoniques à domicile pour intervention sur le terrain en cas de problème de sécurité

Les périodes d'astreintes continueront à couvrir les événements pour lesquels ce personnel doit être mobilisable et se limiteront à la période nécessaire, en dehors des heures d'ouverture du service, pour gérer ces événements.

Les modalités d'indemnisation et de récupération restent conformes aux dispositions en vigueur fixées par les délibérations n°2015/592 du 17 décembre 2015, V2017/412 du 23 novembre 2017 et V2018-238 du 26 juin 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'adopter les modifications de la délibération du Conseil municipal du 28 avril 2016 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24 juin 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 24 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210614-161910-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/06/21
Réception en Préfecture : 24/06/21

d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.